Manuel Valls a appelé la gauche à combattre avec « la même vigueur » les intégristes catholiques et les revendications religieuses dans les banlieues.

24/01/2014 à 10h44

[NDLR : il n'est fait nulle part mention de cet article des mots "islam", "salafistes" ou "musulmans" alors que les catholiques sont nommés très clairement]

Manuel Valls a appelé la gauche, mercredi 22 janvier, à combattre avec « la même vigueur » les intégristes catholiques et les revendications religieuses dans les banlieues. « Il faut mener un combat parce qu'il y a danger », a déclaré le ministre de l'intérieur lors d'une rencontre sur la laïcité, organisée par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

Une première menace vient, selon lui, « **des intégristes de l'ultradroite catholique**, rejoints par une partie de la droite » lors des débats sur l'avortement ou sur le mariage homosexuel. **Les socialistes ont, selon lui, « réagi » sans hésiter pour les stopper**.

Mais, a-t-il poursuivi, « nous avons aussi **un débat qui gêne plus la gauche, sur la montée des identités, des communautarisme**», a ajouté Manuel Valls. Nous le rencontrons notamment dans les quartiers populaires où la misère, le chômage, la violence se rajoutent à **une crise identitaire très forte.** »

Estimant que la progression du port du voile ou les

revendications sur les menus des cantines s'inscrivaient dans cette recherche d'identité « par le fait religieux », il a relevé que face « à des citoyens qui **votent [socialiste]**, qui appartiennent aux classes populaires, il y a la tentation à gauche de céder, de ne pas voir le problème. »
« Comme on combat une droite extrême qui veut revenir sur l'IVG, avec la même vigueur, il faut s'opposer [aux revendications religieuses], a-t-il martelé. [Sinon] notre modèle sera mis en danger. » **Pour que ce « combat » n'alimente pas le « sentiment d'humiliation » dans ces territoires, « il ne faut pas oublier le combat pour l'émancipation », « la lutte contre les discriminations » et pour l'égalité à l'école**, a toutefois mis en garde Manuel Valls.
A ses côtés, l'ancien garde des sceaux **Robert Badinter a également jugé que les revendications religieuses étaient « à chaque fois une épreuve de force pour faire reculer [la laïcité]** ». « Nous sommes entrés dans une période de conflit dur avec les communautaristes », a-t-il dit.
Le Monde